|  |  |
| --- | --- |
| **NATIONS****UNIES**  |  **EP** |
| UNEP | **Programme des****Nations Unies pour****l’environnement**  | Distr.GÉNÉRALEUNEP/OzL.Pro/ExCom/88/3025 Octobre 2021FRANÇAISORIGINAL: ANGLAIS |

COMITÉ EXÉCUTIF
 DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
 D’APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-huitième réunion

Montréal, 15 – 19 novembre 2021[[1]](#footnote-1)

**AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUD**

**POUR L’ANNEE 2021**

**OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT DU FONDS**

# Le PNUD demande au Comité exécutif d’approuver le montant de 2 753 347 $ US, plus les coûts d’appui à l’agence de 193 334 $ US, pour les amendements à son programme de travail pour 2021 qui figurent au tableau 1. La communication est jointe au présent document.

# **Tableau 1 : Amendements au programme de travail du PNUD pour 2021**

| **Pays** | **Activité/Projet** | **Montant demandé ($ US)** | **Montant recommandé ($ US)** |
| --- | --- | --- | --- |
| **SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE** |
| **A1 : Renouvellement des projets de renforcement des institutions** |
| Bangladesh | Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase X)  | 166 400 | 166 400 |
| Colombie | Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XIII)  | 352 768 | 352 768 |
| Costa Rica | Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XIV)  | 179 857 | 179 857 |
| Inde | Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XIII)  | 477 734 | 477 734 |
| Malaisie | Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XIV)  | 357 760 | 357 760 |
| Trinité-et-Tobago | Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XI)  | 85 000 | 85 000 |
| Uruguay | Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XIV)  | 193 024 | 193 024 |
| Total partiel pour A1 | 1 812 543 | 1 812 543 |
| Frais d’appui à l’agence | 126 878 | 126 878 |
| Total pour A1 | 1 939 421 | 1 939 421 |
| **A2 : Activités de préparation de projet pour les plans de gestion de l’élimination des HCFC (PGEH)** |
| Brésil a b | Préparation pour un PGEH (phase III) | 40 000 | 40 000 |
| Total partiel pour A2 | 40 000 | 40 000 |
| Frais d’appui à l’agence | 2 800 | 2 800 |
| Total pour A2 | 42 800 | 42 800 |
| **A3 : Assistance technique pour la préparation d’un rapport de vérification sur la consommation de HCFC** |
| Cuba | Rapport de vérification pour la phase II du plan de gestion de l’élimination des HCFC (PGEH) | 30 000 | 30 000 |
| Total partiel pour A3 | 30 000 | 30 000 |
| Frais d’appui à l’agence | 2 700 | 2 700 |
| Total pour A3 | 32 700 | 32 700 |
| **A4 : Préparation des projets pour les plans de mise en œuvre de l’amendement de Kigali pour la réduction des HFC** |
| **Pays** | **Activité/Projet** | **Montant demandé ($ US)** | **Montant recommandé ($ US)** |
| Angola | Préparation pour un plan de mise en œuvre de l’amendement de Kigali (phase I) | 170 000 | 170 000 |
| Cambodge c | Préparation pour un plan de mise en œuvre de l’amendement de Kigali (phase I) | 35 000 | 35 000 |
| Chili d | Préparation pour un plan de mise en œuvre de l’amendement de Kigali (phase I) | 170 000 | 170 000 |
| El Salvador | Préparation pour un plan de mise en œuvre de l’amendement de Kigali (phase I) | 170 000 | 170 000 |
| Fidji d | Préparation pour un plan de mise en œuvre de l’amendement de Kigali (phase I) | 95 000 | 95 000 |
| Grenade c | Préparation pour un plan de mise en œuvre de l’amendement de Kigali (phase I) | 40 000 | 40 000 |
| Total partiel pour A4 | 680 000 | 680 000 |
| Frais d’appui à l’agence | 47 600 | 47 600 |
| Total pour A4 | 727 600 | 727 600 |
| Total général (A1, A2, A3, A4) | 2 742 521 | 2 742 521 |

a Gouvernement de l’Allemagne comme agence bilatérale coopérante

b ONUDI comme agence d’exécution coopérante

c PNUE comme agence d’exécution principale

d PNUE comme agence d’exécution coopérante

**SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE**

**A1 : Renouvellement des projets de renforcement des institutions**

**Description des projets**

# Le PNUD a présenté des demandes pour le renouvellement des projets de renforcement des institutions (RI) pour les pays mentionnés dans la section A1 du tableau 1. La description de ces projets se trouve à l’Annexe 1 au présent document.

**Observations du Secrétariat**

# Le Secrétariat a examiné les demandes de renouvellement de sept projets de RI, soumis par le PNUD au nom des gouvernements concernés, à la lumière des lignes directrices et des décisions pertinentes sur l’admissibilité et les niveaux de financement. Ces demandes ont été recoupées avec les informations contenues dans les plans de travail originaux de RI pour la phase précédente, les données des programmes de pays et les données déclarées en vertu de l’article 7, le dernier rapport sur la mise en œuvre des plans de gestion de l’élimination des HCFC (PGEH), le rapport périodique de l’agence et toutes les autres décisions pertinentes de la Réunion des Parties. Il a été noté que ces pays ont communiqué les données de leurs programmes de pays pour 2020, qu’ils sont en conformité avec les objectifs de contrôle du Protocole de Montréal et que leur consommation annuelle de HCFC ne dépasse pas la consommation annuelle maximale autorisée, indiquée dans leur Accord de PGEH avec le Comité exécutif. Par ailleurs, les demandes présentées incluaient des indicateurs de rendement pour les activités prévues pour la prochaine phase des projets de RI, conformément à la décision 74/51(e).

**Recommandation du Secrétariat**

# Le Secrétariat recommande l’approbation globale des demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions pour le Bangladesh, la Colombie, le Costa Rica, l’Inde, la Malaisie, Trinité‑et‑Tobago et l’Uruguay, aux niveaux de financement indiqués dans la section A1 du tableau 1 du présent document. Le Comité exécutif pourrait souhaiter faire part aux gouvernements des pays mentionnés ci-dessus, des observations contenues dans l’Annexe II au présent document.

**A2 : Préparation de projets pour des plans de gestion de l’élimination des HCFC**

**Description des projets**

# Le PNUD, à titre d’agence d'exécution, a présenté une demande pour la préparation de la phase III du PGEH pour le Brésil, avec le gouvernement de l’Allemagne et l’ONUDI comme agences coopérantes. Cette demande est présentée dans la section A2 du tableau 1.

# À titre d’agences coopérantes, le gouvernement de l’Allemagne a demandé un total de 25 000 $ US, plus des coûts d’appui à l’agence de 3 250 $ US, au titre de la coopération bilatérale ;[[2]](#footnote-2) et l’ONUDI a demandé un total de 25 000 $ US, plus des coûts d’appui à l’agence de 1 750 $ US,dans ses amendements au programme de travail pour 2021.[[3]](#footnote-3)

# Les documents accompagnant la demande incluaient : une justification du financement demandé pour la préparation de projets ; un rapport périodique sur la mise en œuvre de la phase II du PGEH pour le Brésil ; et les activités potentielles avec les coûts associés.

# **Observations du Secrétariat**

# Lors de l’examen de cette demande, le Secrétariat a tenu compte des lignes directrices sur le financement de la préparation des PGEH pour les pays visés à l’article 5, contenues dans la décision 71/42 ;[[4]](#footnote-4) de la phase II du PGEH pour le Brésil et de l’état de la mise en œuvre des tranches au moment de la préparation du présent document ; et de la décision 84/46(e).[[5]](#footnote-5) Le Secrétariat a noté que le financement demandé est conforme à la décision 71/42, et que le PNUD a confirmé que les tranches de financement seront communiquées comme prévu dans l’Accord entre le gouvernement du Brésil et le Comité exécutif.

# Le PNUD a confirmé que la phase III du PGEH pour le Brésil éliminera 100 pour cent de la valeur de référence de HCFC d’ici le 1er janvier 2030, à l’exception de la consommation pour l’entretien résiduel.

# **Recommandations du Secrétariat**

# Le Secrétariat recommande l’approbation globale de la préparation des projets pour la phase III du plan de gestion de l’élimination des HCFC pour le Brésil, avec le niveau de financement indiqué dans la section A2 du tableau 1.

**A3 : Assistance technique pour la préparation d’un rapport de vérification sur la consommation de HCFC**

**Description des projets**

# Le Comité exécutif a demandé aux agences bilatérales et d’exécution concernées d’inclure, dans les amendements à leurs programmes de travail respectifs qui seront présentés à la 88e réunion, le financement de la préparation des rapports de vérification pour les pays visés à l’article 5 sélectionnés. À titre d’agence d’exécution principale, le PNUD demande un financement pour la vérification pour la phase II du PGEH pour Cuba.[[6]](#footnote-6)

# **Observations du Secrétariat**

# Le Secrétariat a noté que le financement demandé correspondait aux fonds approuvés pour des vérifications similaires lors de réunions précédentes. Il a noté aussi que le rapport de vérification doit être soumis au moins 10 semaines avant la réunion du Comité exécutif durant laquelle la demande pour la prochaine tranche de financement du PGEH sera présentée.

**Recommandation du Secrétariat**

# Le Secrétariat recommande l’approbation globale de la préparation du rapport de vérification pour la phase II du plan de gestion de l’élimination des HCFC (PGEH) pour Cuba, au niveau de financement indiqué dans la section A3 du tableau 1, étant entendu que le rapport de vérification devra être soumis au moins 10 semaines avant la réunion du Comité exécutif durant laquelle la demande pour la prochaine tranche de financement du PGEH sera présentée.

# **A4 : Préparation des projets pour les plans de mise en œuvre de l’amendement de Kigali pour la réduction des HFC**

**Description des projets**

# Le PNUD a présenté des demandes pour la préparation de la phase I des plans de mise en œuvre de l’amendement de Kigali pour deux pays visés à l’article 5 à titre d’agence d’exécution désignée, pour deux pays visés à l’article 5 à titre d’agence principale, et pour deux pays visés à l’article 5 à titre d’agence d’exécution coopérante, tel qu’indiqué dans la section A4 du tableau 1. Le PNUE, à titre d’agence d’exécution principale pour le Cambodge et Grenade, et à titre d’agence d’exécution coopérante pour le Chili et Fidji, a demandé 250 000 $ US, plus des coûts d’appui à l’agence de 32 500 $ US,dans les amendements à son programme de travail pour 2021.[[7]](#footnote-7)

# **Observations du Secrétariat**

# Lors de l’examen de cette demande, le Secrétariat a tenu compte des lignes directrices sur la préparation des plans de mise en œuvre de l’amendement de Kigali telles que présentées dans la décision 87/50 ; et des activités proposées pour les préparations de projets et leur association avec les activités habilitantes et d’autres projets liés aux HFC dans les pays. Le Secrétariat a noté que la demande de financement est conforme à la décision 87/50 et que le PNUD a fourni, à titre d’agence d'exécution désignée ou principale, une description des activités nécessaires à la préparation des stratégies globales pour les plans de mise en œuvre de l’amendement de Kigali pour l’Angola, le Chili, El Salvador et Fidji, en utilisant le format pour les demandes relatives à la préparation de projets pour les plans de mise en œuvre de l’amendement de Kigali. Les communications incluaient des informations relatives à la consommation estimée de HFC et de mélanges de HFC importés entre 2014 et 2020 ou 2016 et 2020 sur la base de données collectées pendant la mise en œuvre des activités habilitantes ; elles proposent, pour l’élaboration de la stratégie globale, une analyse de la répartition sectorielle et de la consommation de HFC, et des consultations des parties prenantes ; l’élaboration de plans de communication et de vulgarisation ; des évaluations de la formation et de la certification pour trois pays (l’Angola, le Chili et El Salvador) ; l’intégration de règlements et procédures nationaux, et la formation aux bonnes pratiques de réfrigération, à la récupération et au recyclage dans deux pays (le Chili et El Salvador) ; une évaluation des capacités des douanes et des systèmes de quotas pour contrôler les HFC dans un pays (le Chili) ; et une enquête nationale pour la collecte de données, la consultation des parties prenantes et l’analyse des données dans un pays (Fidji). Le financement demandé s’appuie sur les lignes directrices pour la préparation des plans de mise en œuvre de l’amendement de Kigali.[[8]](#footnote-8)

# Le PNUD a précisé que la préparation de projets pour les stratégies globales de réduction progressive des HFC pour les quatre pays puiserait dans les activités mises en œuvre au titre d’activités habilitantes, puisqu’elles étaient les premières mesures associées à la réduction progressive des HFC et qu’elles ont contribué à la ratification de l’Amendement de Kigali.

# À la suite de cet examen, le Secrétariat a noté que les six pays ont ratifié l’Amendement de Kigali ;[[9]](#footnote-9) que les pays ont fourni des lettres de confirmation indiquant leur intention de prendre des mesures rapidement en matière de réduction des HFC ; et que le financement demandé est conforme à la décision 87/50.

# **Recommandation du Secrétariat**

# Le Secrétariat recommande l’approbation globale de la préparation des projets pour les plans de mise en œuvre de l’amendement de Kigali pour la réduction des HFC pour l’Angola, le Cambodge, le Chili, El Salvador, Fidji et Grenade, avec le niveau de financement indiqué dans la section A4 du tableau 1.

**Annexe I**

**institutional strengthening project proposals[[10]](#footnote-10)**

**Bangladesh: Renewal of institutional strengthening**

| **Summary of the project and country profile** |  |
| --- | --- |
| Implementing agency: | UNDP |
| Amounts previously approved for institutional strengthening (US $): |  |
| Phase I: | Sept-94 | 150,000 |
| Phase II: | Nov-99 | 100,000 |
| Phase III: | Dec-01 | 100,000 |
| Phase IV: | Dec-04 | 130,000 |
| Phase V: | Nov-07 | 130,000 |
| Phase VI: | Jul-10 | 130,000 |
| Phase VII: | Dec-13 | 130,000 |
| Phase VIII: | Dec-16 | 166,400 |
| Phase IX: | May-19 | 166,400 |
| Total: | 1,202,800 |
| Amount requested for renewal (phase X) (US $): | 166,400 |
| Amount recommended for approval for phase X (US $):  | 166,400 |
| Agency support costs (US $): | 11,648 |
| Total cost of institutional strengthening phase X to the Multilateral Fund (US $): | 178,048 |
| Date of approval of country programme: | 1994 |
| Date of approval of HCFC phase-out management plan (stage I): | 2011 |
| Date of approval of HCFC phase-out management plan (stage II): | 2018 |
| Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes): |  |
| Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000) | 0.9 |
| Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010) | 72.6 |
| Annex E, (methyl bromide) (average 1995-1998) | 0.0 |
| Latest reported ODS consumption (2020) (ODP tonnes) as per Article 7: |  |
| Annex B, Group III (methyl chloroform) | 0.00 |
| Annex C, Group I (HCFCs) | 46.53 |
| Annex E, (methyl bromide) | 0.00 |
| Total: | 46.53 |
| Year of reported country programme implementation data: | 2020 |
| Amount approved for projects (as at July 2021) (US $): | 14,025,051 |
| Amount disbursed (as at December 2020) (US $): | 11,032,529 |
| ODS to be phased out (as at July 2021) (ODP tonnes): | 735.9 |
| ODS phased out (as at December 2020) (ODP tonnes): | 724.4 |

# Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

|  |  |
| --- | --- |
| **Summary of activities** | **Funds approved (US $)** |
| (a) | Investment projects: | 9,455,248 |
| (b) | Institutional strengthening: | 1,202,800 |
| (c) | Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects: | 3,367,003 |
|  Total: | 14,025,051 |
| (d) | HFC activities funded from additional voluntary contributions | 3,131,610 |

Progress report

# During phase IX, Bangladesh has continued its efforts towards implementation of the Montreal Protocol obligations and ODS phase-out activities through the institutional strengthening project. The NOU continued to monitor the controlled substances consumption and their related phase-out, phase-down and enabling projects. It provided coordination support to the completion of the first HFC phase-down investment project, which supported Bangladesh to phase-out 230 metric tonnes of HFC-134a in the domestic refrigerator manufacturing sector. The Government of Bangladesh continued to control the consumption of ODS with an operational licensing and quota system and achieved the 2020 reduction targets for stage II of its HPMP and sustained the consumption reduction of HCFCs. Bangladesh ratified the Kigali Amendment on 8 June 2020, and, despite delays caused by the COVID-19 pandemic, advanced in the implementation of the enabling activity project. The NOU reported consumption data to both the Fund and Ozone Secretariats, was active in regional and global meetings and organized the celebrations for the International Day for the Preservation of the Ozone Layer in 2019 and 2020. Of the 20 performance indicators, all were fully achieved.

Plan of action

# Phase X will continue implementation of ODS phase-out activities including stage II of the HPMP, leading towards achieving and sustaining the 2023 obligations, and reporting consumption data to both the Fund and Ozone Secretariats. The NOU will assist, coordinate, consult and engage with ministries, organizations, and industry associations for implementation of the Montreal Protocol and related regulations; planning and implementation of information outreach activities; and supporting the completion of the enabling activities project, the enforcement of the HFCs control system and the reporting of the HFCs consumption.

**Colombia: Renewal of institutional strengthening**

|  **Summary of the project and country profile** |  |
| --- | --- |
| Implementing agency: | UNDP |
| Amounts previously approved for institutional strengthening (US $): |  |
| Phase I: | Mar-94 | 317,790 |
| Phase II: | Mar-98 | 212,000 |
| Phase III: | Mar-00 | 212,000 |
| Phase IV: | Nov-02 | 275,600 |
| Phase V: | Apr-05 | 275,600 |
| Phase VI: | Jul-07 | 275,600 |
| Phase VII: | Jul-09  | 275,600 |
| Phase VIII: | Jul-11 | 275,600 |
| Phase IX: | Jul-13 | 275,600 |
| Phase X: | May-15 | 275,600 |
| Phase XI: | Jul-17 | 352,768 |
| Phase XII: | May-19 | 352,768 |
| Total: | 3,376,526 |
| Amount requested for renewal (phase XIII) (US $): | 352,768 |
| Amount recommended for approval for phase XIII (US $):  | 352,768 |
| Agency support costs (US $): | 24,694 |
| Total cost of institutional strengthening phase XIII to the Multilateral Fund (US $): | 377,462 |
| Date of approval of country programme: | 1994 |
| Date of approval of HCFC phase-out management plan (stage I): | 2010 |
| Date of approval of HCFC phase-out management plan (stage II): | 2015 |
| Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes): |  |
| Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000) | 0.6 |
| Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010) | 225.6 |
| Annex E, (methyl bromide) (average 1995-1998) | 110.1 |
| Latest reported ODS consumption (2020) (ODP tonnes) as per Article 7: |  |
| Annex B, Group III (methyl chloroform) | 0.00 |
| Annex C, Group I (HCFCs) | 63.21 |
| Annex E, (methyl bromide) | 0.00 |
| Total: | 63.21 |
| Year of reported country programme implementation data: | 2020 |
| Amount approved for projects (as at July 2021) (US $): | 38,699,988 |
| Amount disbursed (as at December 2020) (US $): | 33,774,257 |
| ODS to be phased out (as at July 2021) (ODP tonnes): | 2,058.6 |
| ODS phased out (as at December 2020) (ODP tonnes): | 1,951.9 |

1. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

|  |  |
| --- | --- |
| **Summary of activities** | **Funds approved (US $)** |
| (a) | Investment projects: | 27,300,686 |
| (b) | Institutional strengthening: | 3,376,526 |
| (c) | Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects: | 8,022,776 |
|  Total: | 38,699,988 |
| (d) | HFC activities funded from additional voluntary contributions | 250,000 |

Progress report

# During phase IX, Colombia continued implementation of the Montreal Protocol and ODS phase‑out activities; reported consumption data to both the Fund and Ozone Secretariats; the Government has achieved its HCFC consumption reduction targets through implementation of activities under stage II of the HPMP and maintained the total phase-out of other ODS. Colombia has ratified of the Kigali Amendment and continued participating in regional and global Montreal Protocol meetings. The country fully achieved all its performance indicators during the current phase.

Plan of action

# In phase X, Colombia will work to continue achieving and maintaining the 65 per cent reduction in HCFCs consumption from 2021 and will continue the compliance with the phase-out commitment in stage III of the HPMP. The NOU will assist in reinforcing inter-institutional coordination with the Customs authority through monitoring trade, coordinating the collection, analysis, verification and submission of progress reports on the implementation of country programmes and reporting consumption under Article 7 of the Montreal Protocol; strengthening of the legal framework to control and monitor HCFC consumption through import/export licensing and quota systems and new regulations; and completing a roadmap to comply with the measures of the Kigali Amendment including consideration of synergies with climate change initiatives. The NOU will continue participation in Montreal Protocol related meetings.

**Costa Rica: Renewal of institutional strengthening**

| **Summary of the project and country profile** |  |
| --- | --- |
| Implementing agency: | UNDP |
| Amounts previously approved for institutional strengthening (US $): |  |
| Phase I: | Oct-92 | 213,160 |
| Phase II: | Feb-97 | 108,087 |
| Phase III: | Mar-99 | 108,087 |
| Phase IV: | Dec-01 | 108,087 |
| Phase V: | Dec-03 | 140,513 |
| Phase VI: | Nov-05 | 140,513 |
| Phase VII: | Nov-07 | 140,513 |
| Phase VIII: | Nov-09 | 140,513 |
| Phase IX: | Nov-11 | 140,513 |
| Phase X: | Dec-13 | 140,513 |
| Phase XI: | Nov-15 | 179,857 |
| Phase XII: | Nov-17 | 179,857 |
| Phase XIII: | Dec-19 | 179,857 |
|  Total: | 1,920,071 |
| Amount requested for renewal (phase XIV) (US $): | 179,857 |
| Amount recommended for approval for phase XIV (US $):  | 179,857 |
| Agency support costs (US $): | 12,590 |
| Total cost of institutional strengthening phase XIV to the Multilateral Fund (US $): | 192,447 |
| Date of approval of country programme: | 1992 |
| Date of approval of HCFC phase-out management plan (stage I): | 2011 |
| Date of approval of HCFC phase-out management plan (stage II): | 2019 |
| Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes): |  |
| (d) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000) | 0.0 |
| (e) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010) | 14.1 |
| (f) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998) | 342.5 |
| Latest reported ODS consumption (2020) (ODP tonnes) as per Article 7: |  |
| (d) Annex B, Group III (methyl chloroform) | 0.0 |
| (e) Annex C, Group I (HCFCs) | 4.04 |
| (f) Annex E (methyl bromide) | 0.0 |
|  Total: | 4.04 |
| Year of reported country programme implementation data: | 2020 |
| Amount approved for projects (as at July 2021) (US $): | 12,712,372 |
| Amount disbursed (as at December 2020) (US $): | 12,136,916 |
| ODS to be phased out (as at July 2021) (ODP tonnes): | 810.114994 |
| ODS phased out (as at December 2020) (ODP tonnes): | 799.4 |

# Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

|  |  |
| --- | --- |
| **Summary of activities** | **Funds approved (US $)** |
| (a) | Investment projects: | 7,877,281 |
| (b) | Institutional strengthening: | 1,920,071 |
| (c) | Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects: | 2,915,020 |
|  Total: | 12,712,372 |
| (d) | HFC activities funded from additional voluntary contributions | 150,000 |

Progress report

# During phase XIII HCFC imports were reduced by 72 per cent by December 2020; workshops were organized for Customs officers and the Fiscal Control Police to reduce the risk of illicit ODS trafficking. Costa Rica ratified the Kigali Amendment in 2017; efforts were made to prepare new regulations and increase awareness. Nineteen voluntary standards were adopted for the refrigeration and air-conditioning sector on the environment and safety; In 2021, the celebration of World Ozone Day was organized jointly between Panama, Nicaragua, Honduras, Guatemala and Costa Rica. Costa Rica also submitted Article 7 and country programme data to the respective Secretariats. The NOU considered the issues of gender equity by using inclusive language in all documents and correspondence and promoting the participation of women in its work and training sessions. Of 21 indicators selected for this phase, two indicators related to the layout of virtual technical training courses were pending completion during 2021 and one indicator will be transferred to the next phase for completion. All other indicators were completed successfully.

Plan of action

# During phase XIV, Costa Rica will continue implementing the licensing process for the control of HCFCs and HFCs, making complementary use of virtual training modules for Customs, in order to reduce the risk of illicit trafficking. Development of preparatory activities for the implementation of the Kigali Amendment will continue and the acquisition of the use of sustainable technologies will be promoted. A strategy will be developed to implement the national plan for efficient and sustainable refrigeration and air‑conditioning. Coordination will be established to strengthen other technical training centres; and Article 7 and country programme data will be submitted to the respective Secretariats. The commemoration of World Ozone Day will continue increasing awareness. Gender equality will also continue to be an integral part of the work during the upcoming phase.

**India: Renewal of institutional strengthening**

| **Summary of the project and country profile** |  |
| --- | --- |
| Implementing agency: | UNDP |
| Amounts previously approved for institutional strengthening (US $): |  |
| Phase I: | Oct-92 | 430,600 |
| Phase II: | Oct-96 | 287,100 |
| Phase III: | Mar-99 | 287,100 |
| Phase IV: | Jul-01 | 287,100 |
| Phase V: | Dec-03 | 373,230 |
| Phase VI: | Nov-05 | 373,230 |
| Phase VII | Apr-08 | 373,230 |
| Phase VIII: | Apr-10 & Nov-11 | 373,230 |
| Phase IX: | Apr-12 | 373,230 |
| Phase X: | May-14 | 373,230 |
| Phase XI: | May-16 | 477,734 |
| Phase XII: | Dec-19 | 477,734 |
|  Total: | 4,486,748 |
| Amount requested for renewal (phase XIII) (US $): | 477,734 |
| Amount recommended for approval for phase XIII (US $):  | 477,734 |
| Agency support costs (US $): | 33,441 |
| Total cost of institutional strengthening phase XIII to the Multilateral Fund (US $): | 511,175 |
| Date of approval of country programme: | 1993 |
| Date of approval of HCFC phase-out management plan (stage I): | 2012 |
| Date of approval of HCFC phase-out management plan (stage II): | 2016 |
| Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes): |  |
| (a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000) | 122.2 |
| (b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010) | 1,608.2 |
| (c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998) | 0.0 |
| Latest reported ODS consumption (2020) (ODP tonnes) as per Article 7: |  |
| (a) Annex B, Group III (methyl chloroform) | 0.00 |
| (b) Annex C, Group I (HCFCs) | 297.49 |
| (c) Annex E (methyl bromide) | 0.00 |
|  Total: | 297.49 |
| Year of reported country programme implementation data: | 2020 |
| Amount approved for projects (as at July 2021) (US $): | 311,993,169 |
| Amount disbursed (as at December 2020) (US $): | 269,199,60 |
| ODS to be phased out (as at July 2021) (ODP tonnes): | 24635.36 |
| ODS phased out (as at December 2020) (ODP tonnes): | 28672.6 |

1. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

|  |  |
| --- | --- |
| **Summary of activities** | **Funds approved (US $)** |
| (a) | Investment projects: | 292,019,461 |
| (b) | Institutional strengthening: | 4,486,748 |
| (c) | Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects: | 15,486,960 |
|  Total: | 311,993,169 |
| (d) | HFC activities funded from additional voluntary contributions | 0 |

Progress report

# Under phase XII, India continued its efforts in the implementation of the Montreal Protocol and ODS phase-out activities. The Ozone Cell achieved the 2019 and 2020 compliance obligations under the Protocol and in line with its agreement with the Executive Committee. The IS project provided tools for coordinated and complementary actions for competency enhancement of small and medium sized enterprises in the foam sector. The Ozone Cell also carried out awareness campaigns at national and state levels to sensitize stakeholders on ODS phase-out in various sectors. Mechanisms for prevention of illegal trade in ODS including competency enhancement of customs and enforcement agencies were undertaken and several knowledge products, including “The Montreal Protocol- India’s Success Story” were developed and launched. The Ozone Cell submitted Article 7 and country programme data to the respective Secretariats, and participated in Montreal Protocol meetings. Fiscal measures covering Customs and Excise duty exemptions on capital goods for establishment of industry with non-ODS technology continued and the Ozone Cell organized the World Ozone Day celebrations during 2020 and 2021. All 27 indicators for the phase were completed successfully.

Plan of action

# The objectives of phase XIII include continuing implementation of ODS phase-out activities, leading towards sustaining the ODS phase-out; submitting Article 7 and country programme data to the respective Secretariats; completing implementation of stage II of the HPMP and finalizing the project preparation for stage III and implementation after its approval; assisting, coordinating, consulting and engaging with concerned ministries, organizations and industry associations, for implementation of the Montreal Protocol and national regulations; planning and implementation of information outreach activities and executing the national strategy for phase-down of HFCs in coordination with stakeholders.

**Malaysia: Renewal of institutional strengthening**

| **Summary of the project and country profile** |  |
| --- | --- |
| Implementing agency: | UNDP |
| Amounts previously approved for institutional strengthening (US $): |  |
| Phase I: | Mar-93 | 322,520 |
| Phase II: | Oct-96 | 215,000 |
| Phase III: | Nov-98 | 215,000 |
| Phase IV: | Dec-00 | 215,000 |
| Phase V: | Nov-02 | 279,500 |
| Phase VI: | Dec-04 | 279,500 |
| Phase VII: | Nov-07 | 279,500 |
| Phase VIII: | Jul-09  | 279,500 |
| Phase IX: | Jul-11 | 279,500 |
| Phase X: | Jul-13 | 279,500 |
| Phase XI: | Nov-15 | 357,760 |
| Phase XII: | Nov-17 | 357,760 |
| Phase XIII: | Dec-19 | 357,760 |
|  Total: | 3,717,800 |
| Amount requested for renewal (phase XIV) (US $): | 357,760 |
| Amount recommended for approval for phase XIV (US $):  | 357,760 |
| Agency support costs (US $): | 25,043 |
| Total cost of institutional strengthening phase XIV to the Multilateral Fund (US $): | 382,803 |
| Date of approval of country programme: | 1992 |
| Date of approval of HCFC phase-out management plan (stage I): | 2011 |
| Date of approval of HCFC phase-out management plan (stage II): | 2016 |
| Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes): |  |
| (d) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000) | 49.5 |
| (e) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010) | 515.8 |
| (f) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998) | 14.6 |
| Latest reported ODS consumption (2020) (ODP tonnes) as per Article 7: |  |
| (d) Annex B, Group III (methyl chloroform) | 0.0 |
| (e) Annex C, Group I (HCFCs) | 228.41 |
| (f) Annex E (methyl bromide) | 0.0 |
|  Total: | 228.41 |
| Year of reported country programme implementation data: | 2020 |
| Amount approved for projects (as at July 2021) (US $): | 66,964,243 |
| Amount disbursed (as at December 2020) (US $): | 60,816,800 |
| ODS to be phased out (as at July 2021) (ODP tonnes): | 7,042.17 |
| ODS phased out (as at December 2020) (ODP tonnes): | 6,892.90 |

# Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

|  |  |
| --- | --- |
| **Summary of activities** | **Funds approved (US $)** |
| (a) | Investment projects: | 53,640,742 |
| (b) | Institutional strengthening: | 3,717,800 |
| (c) | Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects: | 9,605,701 |
|  Total: | 66,964,243 |
| (d) | HFC activities funded from additional voluntary contributions | 250,000 |

Progress report

# During phase XII, the Government of Malaysia has successfully implemented the activities under the IS project, which was critical to support the management of ODS phase-out activities and ensure compliance with Montreal Protocol obligations. The NOU submitted Article 7 and country programme data to the respective Secretariats, and worked with other agencies and stakeholders to ensure monitoring of ODS phase-out and implemented various activities for awareness and training, HCFC phase-out in small and medium-sized enterprises in the foam and the refrigeration and air-conditioning servicing sectors. The NOU assisted in preparation for stage III of the HPMP and for its Kigali HFC implementation plans. Malaysia ratified the Kigali Amendment during this phase. In spite of the difficult COVID-19 situation, all 16 indicators for the phase were completed successfully.

Plan of action

# During phase XIV, the IS activities will support continuing effective management, monitoring and enforcement of ODS phase-out activities including sustainability of the ODS phase-out and HFC phase‑down; submitting Article 7 and country programme data to the respective Secretariats; monitoring implementation of the HCFC phase-out management plan, sustaining the sectors ban on the polyurethane foam and the air-conditioning manufacturing sectors, strengthening institutional engagement in order to support achieving the compliance targets; continuing implementation and enforcement of the ODS legal framework; and continuing the awareness-raising and outreach activities.

**Trinidad and Tobago: Renewal of institutional strengthening**

| **Summary of the project and country profile** |  |
| --- | --- |
| Implementing agency: | UNDP |
| Amounts previously approved for institutional strengthening (US $): |  |
| Phase I: | Oct-96 | 66,000 |
| Phase II: | Dec-00 | 44,000 |
| Phase III: | Nov-02 | 57,200 |
| Phase IV: | Dec-04 | 60,000 |
| Phase V | Nov-06 | 60,000 |
| Phase VI: | Nov-09 and Dec‑10 | 60,000 |
| Phase VII: | Dec-12 | 60,000 |
| Phase VIII: | Nov-14 | 60,000 |
| Phase IX: | Jul-17 | 85,000 |
| Phase X: | May-19 | 85,000 |
| Total: | 637,200 |
| Amount requested for renewal (phase XI) (US $): | 85,000 |
| Amount recommended for approval for phase XI (US $):  | 85,000 |
| Agency support costs (US $): | 5,950 |
| Total cost of institutional strengthening phase XI to the Multilateral Fund (US $): | 90,950 |
| Date of approval of country programme: | 1996 |
| Date of approval of HCFC phase-out management plan (stage I): | 2011 |
| Date of approval of HCFC phase-out management plan (stage II): | 2021 |
| Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes): |  |
| Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000) | 0.7 |
| Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010) | 46.0 |
| Annex E, (methyl bromide) (average 1995-1998) | 1.7 |
| Latest reported ODS consumption (2020) (ODP tonnes) as per Article 7: |  |
| Annex B, Group III (methyl chloroform) | 0.00 |
| Annex C, Group I (HCFCs) | 14.5 |
| Annex E, (methyl bromide) | 0.00 |
| Total: | 14.5 |
| Year of reported country programme implementation data: | 2020 |
| Amount approved for projects (as at July 2021) (US $): | 4,662,453 |
| Amount disbursed (as at December 2020) (US $): | 3,429,371 |
| ODS to be phased out (as at July 2021) (ODP tonnes): | 141.7 |
| ODS phased out (as at December 2020) (ODP tonnes): | 131.4 |

# Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

|  |  |
| --- | --- |
| **Summary of activities** | **Funds approved (US $)** |
| (a) | Investment projects: | 2,343,059 |
| (b) | Institutional strengthening: | 637,200 |
| (c) | Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects: | 1,682,194 |
|  Total: | 4,662,453 |
| (d) | HFC activities funded from additional voluntary contributions | 150,000 |

Progress report

# During phase X, the Government of Trinidad and Tobago, through its NOU at the Ministry of Planning and Development has successfully implemented the IS activities. The NOU submitted Article 7 and country programme data to the respective Secretariats, assisted in the implementation of the first tranche of stage II of its HPMP including an effective licensing and quota system of HCFC management, assuring compliance with HCFC reductions targets of the Montreal Protocol and its Agreement with the Executive Committee. The NOU also performed work on sustainable cooling and energy efficiency efforts, linking the Montreal Protocol with the climate change agenda. During this phase, all 11 indicators were achieved.

Plan of action

# Phase XI will provide support for the reinforcement of the ODS licensing and quota system for the import of ODS and will allow the country to continue the implementation of training programmes on good refrigeration practices and the expansion of its certification programme for refrigeration and air‑conditioning technicians. The NOU will continue submitting Article 7 and country programme data to the respective Secretariats, training border control officials on ODS regulation and HFC phase-down; assist in implementing the first tranche of stage II of the HPMP; and continue its active participation in global and regional network meetings, relevant trainings and meetings for the promotion of the Montreal Protocol in the country.

# **Uruguay: Renewal of institutional strengthening**

| **Summary of the project and country profile** |  |
| --- | --- |
| Implementing agency: | UNDP |
| Amounts previously approved for institutional strengthening (US $): |  |
| Phase I: | Jun-93 & May-96 | 202,800 |
| Phase II: | Oct-96 | 116,000 |
| Phase III: | Jul-98 | 116,000 |
| Phase IV: | Jul-00 | 116,000 |
| Phase V: | Jul-02 | 150,800 |
| Phase VI: | Jul-04 | 150,800 |
| Phase VII: | Jul-06 | 150,800 |
| Phase VIII: | Nov-08 | 150,800 |
| Phase IX: | Nov-11 | 150,800 |
| Phase X: | Dec-13 | 150,800 |
| Phase XI: | Nov-15 | 193,024 |
| Phase XII: | Nov-17 | 193,024 |
| Phase XIII: | Dec-19 | 193,024 |
|  Total: | 2,034,672 |
| Amount requested for renewal (phase XIV) (US $): | 193,024 |
| Amount recommended for approval for phase XIV (US $):  | 193,024 |
| Agency support costs (US $): | 13,512 |
| Total cost of institutional strengthening phase XIV to the Multilateral Fund (US $): | 206,536 |
| Date of approval of country programme: | 1993 |
| Date of approval of HCFC phase-out management plan (stage I): | 2011 |
| Date of approval of HCFC phase-out management plan (stage II): | 2016 |
| Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes): |  |
| (d) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000) | 0.0 |
| (e) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010) | 23.4 |
| (f) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998) | 11.2 |
| Latest reported ODS consumption (2020) (ODP tonnes) as per Article 7: |  |
| (d) Annex B, Group III (methyl chloroform) | 0.0 |
| (e) Annex C, Group I (HCFCs) | 11.15 |
| (f) Annex E (methyl bromide) | 0.0 |
|  Total: | 11.15 |
| Year of reported country programme implementation data: | 2020 |
| Amount approved for projects (as at July 2021) (US $): | 10,189,347 |
| Amount disbursed (as at December 2020) (US $): | 8,213,152 |
| ODS to be phased out (as at July 2021) (ODP tonnes): | 537.6 |
| ODS phased out (as at December 2020) (ODP tonnes): | 448.5 |

# Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

|  |  |
| --- | --- |
| **Summary of activities** | **Funds approved (US $)** |
| (a) | Investment projects: | 4,982,902 |
| (b) | Institutional strengthening: | 2,034,672 |
| (c) | Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects: | 3,171,773 |
|  Total: | 10,189,347 |
| (d) | HFC activities funded from additional voluntary contributions | 150,000 |

Progress report

# Phase XIII was successfully implemented with 10 out of 12 performance indicators fully achieved and two partially achieved. The NOU continued the implementation of the quota system, improving the tools for reviewing and collecting information in close cooperation with the National Customs Directorate. The NOU established communication with stakeholders which assist in the exchange of information on the implementation of the Montreal Protocol. Uruguay reported the 2019 and 2020 country programme and Article 7 data to the respective Secretariats and continued with implementation of stage II of the HPMP and the enabling activities projects. Stage III of the HPMP was prepared and approved by the Executive Committee. Uruguay participated in international Montreal Protocol meetings. The COVID-19 pandemic impacted the implementation of the Montreal Protocol projects, but the Ozone Unit took the required measures to ensure that implementation of the projects continued.

Plan of action

# During phase XIV, the Government of Uruguay will maintain control of ODS already banned and the reduction in HCFC consumption already achieved. The NOU will report country programme and Article 7 data to the respective Secretariats, will work with public and private entities to enforce HCFC consumption control measures and coordinate activities including investment projects and the enabling activities for HFC phase-down, incorporating the preparation of the Kigali HFC implementation plan. The Government of Uruguay will complete the implementation of stage II of the HPMP and begin the implementation of stage III in coordination with all stakeholders. Uruguay will continue its participation in Montreal Protocol meetings.

**Annexe II**

**PROJET DE POINTS DE VUE EXPRIMÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF SUR LE RENOUVELLEMENT DES PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS SOUMIS À LA 88e RÉUNION**

**Bangladesh**

# Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions (RI) (phase IX) pour le Bangladesh et pris note avec satisfaction du fait que le gouvernement du Bangladesh a communiqué les données sur la mise en œuvre du programme de pays et les données exigées en vertu de l’article 7 indiquant que le pays a atteint son objectif de réduction des HCFC pour 2020 comme convenu. Le Comité a également pris note de l’effort continu du pays en matière d’application des mesures de réglementation pour maintenir l’élimination des SAO, avec la mise à jour des règles et règlements et du système d’autorisation et de contingentement des HCFC. Le Comité a loué le Bangladesh pour les mesures prises en faveur de la ratification de l’Amendement de Kigali en 2020 et pour l’achèvement dans les temps du premier projet d’investissement dans les HFC, d’élimination de la consommation de HFC-134a dans le secteur de la fabrication de réfrigérateurs domestiques. Le Comité exécutif a donc bon espoir que le gouvernement du Bangladesh continuera à mettre en œuvre son plan de gestion de l’élimination des HCFC et ses activités de projet de renforcement des institutions, aussi bien au niveau des politiques qu’à celui des projets, afin d’atteindre les objectifs suivants du Protocole de Montréal.

**Colombie**

# Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions (RI) (phase XII) pour la Colombie et pris note avec satisfaction du fait que le gouvernement de la Colombie a communiqué les données pour 2019 et 2020 au Secrétariat de l'ozone indiquant que le pays est en conformité avec le Protocole de Montréal et les données de mise en œuvre du programme de pays au Secrétariat du Fonds. Le Comité a pris note en outre que le gouvernement de la Colombie a pris des mesures pour éliminer la consommation de SAO, y compris la mise en œuvre de contrôles des importations de HCFC par le biais d’un système d’autorisation et de contingentement, et de la formation des agents des douanes et des techniciens en réfrigération. Le Comité a également pris note avec satisfaction des activités amorcées pour faciliter la mise en œuvre de l’Amendement de Kigali et de la participation du pays aux réunions du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a reconnu les efforts déployés par le gouvernement de la Colombie et il a donc bon espoir qu’il poursuivra avec succès, au cours des deux prochaines années, la mise en œuvre du plan de gestion de l’élimination des HCFC et les activités de projet de renforcement des institutions afin d’atteindre une réduction de la consommation de HCFC de 65 pour cent d’ici le 1er janvier 2021.

**Costa Rica**

# Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions (RI) pour le Costa Rica (phase XIV) et pris note avec satisfaction du fait que le gouvernement du Costa Rica a communiqué les données pour 2019 et 2020 au Secrétariat de l'ozone indiquant que le pays est en conformité avec le Protocole de Montréal et les données de mise en œuvre du programme de pays au Secrétariat du Fonds. Le Comité a également noté que le gouvernement du Costa Rica a pris des mesures pour éliminer la consommation de SAO en interdisant l’importation d’équipements avec HCFC d’ici 2020. Le Comité a apprécié le fait que le Costa Rica a ratifié l’Amendement de Kigali et a déjà inclus les HFC dans le système d’autorisation conformément aux obligations aux termes de l’Amendement. Le Comité a reconnu les efforts du gouvernement du Costa Rica et a donc bon espoir que le gouvernement du Costa Rica poursuivra la mise en œuvre de la phase II du plan de gestion de l’élimination des HCFC (PGEH) et des activités de projet de renforcement des institutions afin d’atteindre les objectifs de réduction de la consommation de HCFC tels qu’établis dans son Accord avec le Comité exécutif.

**Inde**

# Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions pour l’Inde (phase XIII) et pris note avec satisfaction du fait que le gouvernement de l’Inde a communiqué les données sur la mise en œuvre du programme de pays et les données exigées en vertu de l’article 7 indiquant que le pays a atteint son objectif de réduction des HCFC en 2020. Le Comité a également pris note des efforts continus du pays en matière d’application des mesures de réglementation et de maintien de l’élimination des SAO, comprenant le suivi de son système d’autorisation et de contingentement des SAO. Le Comité a également pris note de l’avancement du pays dans la mise en œuvre de la phase II du PGEH et des activités de coordination et de supervision du gouvernement assurant la mise en œuvre et l’atteinte des indicateurs de performance. Le Comité a reconnu la participation du gouvernement de l’Inde aux réunions du Protocole de Montréal. Le Comité a loué l’Inde pour sa récente ratification de l’Amendement de Kigali et a donc bon espoir que le gouvernement de l’Inde poursuivra ses activités pour remplir les futurs objectifs du Protocole de Montréal.

**Malaisie**

# Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande de renouvellement du projet de renforcement des institutions (RI) pour la Malaisie (phase XIV) et pris note avec satisfaction du fait que le gouvernement de la Malaisie a communiqué rapidement les données pour 2019 et 2020 au Secrétariat de l'ozone indiquant que le pays est en conformité avec le Protocole de Montréal et les données de mise en œuvre du programme de pays au Secrétariat du Fonds. Le Comité a également pris note des efforts du gouvernement de la Malaisie pour suivre et contrôler l’élimination des SAO à l’aide de diverses activités politiques et réglementaires, dont des activités de transfert de technologies et de sensibilisation. Le Comité a aussi pris note que, malgré la situation difficile due à la pandémie de COVID-19, le gouvernement de la Malaisie a assuré la poursuite comme prévu de la mise en œuvre de l’élimination de la consommation de SAO, ratifié l’Amendement de Kigali et pris des mesures pour la réduction progressive des HFC. Le Comité reconnaît les efforts du gouvernement de la Malaisie et a donc bon espoir que le gouvernement de la Malaisie poursuivra avec succès, au cours des deux prochaines années, ses activités au titres du Protocole de Montréal, y compris la mise en œuvre de la phase II du plan de gestion de l’élimination des HCFC et l’élaboration de la phase III, l’élaboration du plan de mise en œuvre de l’Amendement de Kigali pour les HFC et la mise en œuvre des activités de projet de renforcement des institutions.

**Trinité-et-Tobago**

# Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande relative au projet de renforcement des institutions (RI) pour Trinité-et-Tobago (phase XI) et pris note avec satisfaction du fait que le gouvernement de Trinité-et-Tobago a communiqué rapidement les données pour 2019 et 2020 au Secrétariat de l'ozone indiquant que le pays est en conformité avec le Protocole de Montréal et les données de mise en œuvre du programme de pays au Secrétariat du Fonds, et que le pays prend les mesures nécessaires pour satisfaire aux mesures de réglementation du Protocole de Montréal liées aux HCFC et pour la mise en œuvre des mesures de réglementation des HFC. Le Comité a également pris note des efforts dans la mise en œuvre des activités du plan de gestion de l’élimination des HCFC (PGEH) ; l’élaboration de réglementations pour l’importation de SAO, de mélanges de SAO et d’équipements avec mélange de SAO, ainsi que de la norme d’étiquetage obligatoire pour les conteneurs de frigorigène ; la formation aux bonnes pratiques en matière de réfrigération ; la réalisation d’activités pour la sensibilisation du public et la participation aux réunions du Protocole de Montréal. Le Comité a donc bon espoir que le gouvernement de Trinité-et-Tobago poursuivra avec succès, au cours des deux prochaines années, la mise en œuvre des activités du PGEH et de projet de renforcement des institutions pour maintenir la réduction de la consommation de HCFC atteinte à ce jour.

**Uruguay**

# Le Comité exécutif a examiné le rapport présenté avec la demande relative au projet de renforcement des institutions (RI) pour l’Uruguay (phase XIII) et pris note avec satisfaction du fait que le gouvernement de l’Uruguay a communiqué les données pour 2019 et 2020 au Secrétariat de l'ozone indiquant que le pays est en conformité avec le Protocole de Montréal et les données de mise en œuvre du programme de pays au Secrétariat du Fonds. Le Comité a pris note en outre que le gouvernement de l’Uruguay a pris des mesures pour la mise en œuvre de contrôles des importations de HCFC par le biais d’un système d’autorisation et de contingentement, et de la formation des agents des douanes et des techniciens en réfrigération. Le Comité a également pris note avec satisfaction de la mise en œuvre d’activités associées à l’Amendement de Kigali et de la participation du pays aux réunions du Protocole de Montréal. Le Comité a reconnu les efforts déployés par le gouvernement de l’Uruguay et il a donc bon espoir que le gouvernement de l’Uruguay poursuivra avec succès, au cours des deux prochaines années, la mise en œuvre des phases II et III du plan de gestion de l’élimination des HCFC et les activités de projet de renforcement des institutions afin de maintenir la réduction de la consommation de HCFC atteinte à ce jour.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |

1. Des réunions en ligne et un processus d’approbation intersessions se tiendront en novembre et décembre 2021 à cause du coronavirus (COVID-19) [↑](#footnote-ref-1)
2. UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/29 [↑](#footnote-ref-2)
3. UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/32 [↑](#footnote-ref-3)
4. Lignes directrices sur le financement de la préparation de la phase II des plans de gestion de l’élimination des HCFC pour les pays visés à l’article 5 [↑](#footnote-ref-4)
5. L’inclusion de la phase III des PGEH dans le plan d'activités n’est autorisée que pour les pays dont la phase II du PGEH a été approuvée avec des objectifs de réduction inférieurs aux objectifs de conformité de 2025. [↑](#footnote-ref-5)
6. Décision 87/27 [↑](#footnote-ref-6)
7. UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/31 [↑](#footnote-ref-7)
8. Décision 87/50 [↑](#footnote-ref-8)
9. Date de ratification (ou d’acceptation) de l’Amendement de Kigali : Angola, le 16 novembre 2020 ; Cambodge, le 8 avril 2021 ; Chili, le 19 septembre 2017 ; El Salvador, le 13 septembre 2021 ; Fidji, le 16 juin 2020 ; et Grenade, le 29 mai 2018. [↑](#footnote-ref-9)
10. Data as at December 2020 are based on document UNEP/OzL.Pro/ExCom/88/12. [↑](#footnote-ref-10)